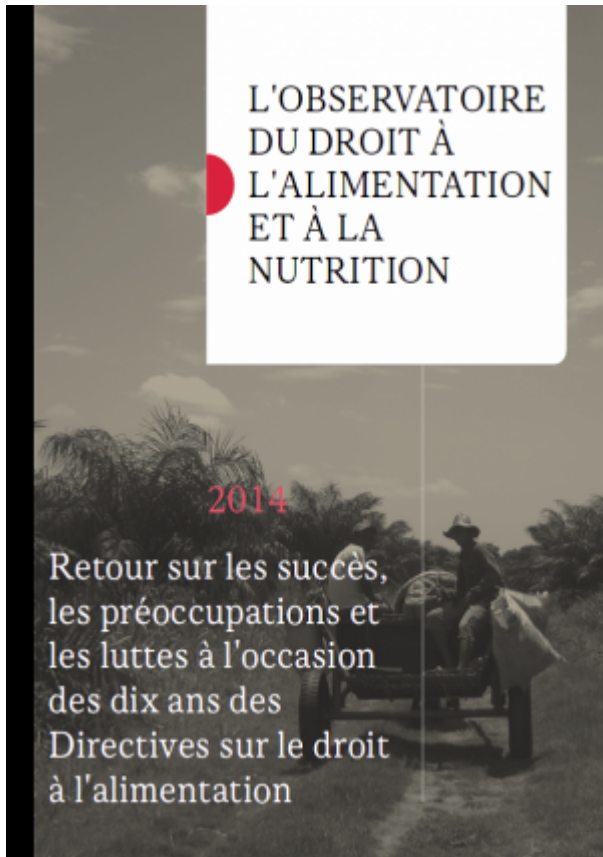


# Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition - édition 2014

mercredi 8 octobre 2014



Comme chaque année, un large consortium d'ONG publie "*L'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*". Il s'agit d'une publication de référence dans laquelle la société civile fait le point sur les avancées et les obstacles dans la réalisation du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, au niveau mondial. Dans cette édition 2014 FIAN Belgium publie un article sur l'importance d'adopter un loi-cadre pour la mise en oeuvre du droit à l'alimentation en Belgique.

Télécharger l'édition 2014 :



## Fiche d'information

L'édition 2014 de **l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition**, intitulée « *Retour sur les succès, les préoccupations et les luttes à l'occasion des dix ans des Directives sur le droit à l'alimentation* », est consacrée à l'examen des succès et des lacunes rencontrés dans la lutte mondiale pour le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition lors des dix dernières années ; elle réalise également une évaluation des risques et des défis majeurs en lien avec le droit à l'alimentation, tels que la négociation des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et la deuxième Conférence

internationale sur la nutrition (CIN2). L'Observatoire est déterminé à faire écho aux perspectives et expériences d'un large éventail d'acteurs, notamment la société civile, les mouvements sociaux et les universitaires.

Les contributions de l'édition 2014 de l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition permettent de réaliser les constats suivants :

- Les Directives sur le droit à l'alimentation, adoptées par la FAO en 2004, ont joué un rôle prépondérant pour mieux faire connaître et comprendre la dimension de droit humain mondial que revêt l'alimentation, en mettant l'accent sur les obligations que cela implique pour les États et sur le rôle des détenteurs et détentrices de droits, ainsi que sur la nécessité d'adopter une perspective globale des systèmes alimentaires, fondée sur le principe d'indivisibilité des droits humains.
- La résistance, la mobilisation et la participation de la société civile contribuent de manière significative à la mise en œuvre du droit à l'alimentation et à la reddition de comptes en la matière, comme en témoignent les articles consacrés au Mali, à l'Inde et au Guatemala. La mobilisation sociale est désormais plus importante que jamais, alors que les intérêts économiques et des entreprises pénètrent la quasi-totalité des espaces politiques publics et prennent le contrôle des ressources naturelles, partout dans le monde.
- Les efforts déployés en faveur de la concrétisation du droit à l'alimentation sont sapés par l'absence de toute approche holistique, ce qui exigerait de prêter une attention supplémentaire à l'accès aux ressources de production alimentaire et au contrôle sur celles-ci, ainsi que de tisser des liens directs avec celles et ceux défendant les droits des travailleurs, les citoyens pauvres, le bien-être nutritionnel et les droits des générations futures, dans le cadre de la souveraineté alimentaire.
- Le manque de responsabilisation et de cohérence politique demeure un défi majeur. Il est nécessaire de garantir que les politiques alimentaires, nutritionnelles, énergétiques et commerciales soient cohérentes avec les obligations incombant aux États en matière de droits humains. Les traités relatifs aux droits humains doivent être placés au cœur des réglementations obligatoires au niveau national et international. Notre principal défi et la tâche importante que nous devons mener consistent donc à rendre ces traités réellement applicables à tous les niveaux.

## Info

- Abonnez-vous à notre [newsletter](#)
- Suivez l'Observatoire sur [Facebook](#)
- Consultez le rapport rédigé par la société civile « [Dixième anniversaire des Directives sur le droit à l'alimentation : les avancées, les défis et la marche à suivre](#) ».
- Visionnez la vidéo « [Le droit à l'alimentation - La lutte des peuples](#) ».

L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition est l'outil de suivi le plus important du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition. Il est publié par Pain pour le monde – Service protestant de développement, FIAN International et l'Organisation inter-églises de coopération au développement (ICCO Coopération), en partenariat avec le Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA), Centro Internazionale Crocevia, DanChurchAid (DCA), l'Alliance œcuménique « Agir Ensemble » (EAA), la Coalition internationale pour l'habitat (HIC), le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN), le Conseil international des traités indiens (CITI), Observatori DESC (Droits économiques, sociaux et culturels), le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF), le Mouvement Populaire pour la Santé (MPS), la Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD), REDSAN-CPLP, Terra Nuova, la US Food Sovereignty Alliance (USFSA), World Alliance for Breastfeeding Action (WABA), l'Alliance mondiale des peuples autochtones et mobiles (WAMIP) et l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT).